



**International
Women's Day**
March 8, 2010

WRONG MOVE!

Scrapping Canada's long gun registry is the wrong thing to do.

A Day to Remember and a Call to Action

On this **International Women's Day**, the Canadian Labour Congress calls on all workers to act to end the attack on women's equality rights in Canada.

Late in 2009, Canadians were shocked by the latest assault by the federal government on thirty years of women's equality gains. Less than a month before commemorative ceremonies marking the 1989 tragedy at École Polytechnique, the conservative government, with help from some opposition members, succeeded in sending Bill C-391, legislation that would eliminate the long-gun registry, closer to becoming law. And with that vote, comes the spectre of erasing the living legacy to the memory of the women who died in that tragic event.

Beginning in 2006 when the conservatives were first elected, Canada's slow progress on women's equality has been slowly pared back, layer by layer, and with stealth and purpose. After scrapping the child care agreements negotiated by the previous government with provinces, the federal government moved on in its first budget to gut Status of Women Canada and cut funding for women's organizations. Its 2009 budget moved even further to turn the clock back on years of progress, virtually eliminating pay equity for women workers in the federal public service.

This government's latest move to scrap the long-gun registry is a call to action.

Since its inception, the gun registry has saved lives. The rate of homicides with rifles and shotguns has decreased by 70 per cent since 1991. The gun registry has also been an important tool for tackling domestic violence against women.

The Canadian Labour Congress is launching the next phase in its campaign to defeat Bill C-391. Beginning March 1, and weekly for seven weeks, one conservative Member of Parliament and one opposition MP who voted with the government to scrap the gun registry will hear from Canadians opposed to how they voted on Bill C-391.

Help us send thousands of messages to fourteen parliamentarians who don't think eliminating the long-gun registry is an attack on women's rights, and who don't believe the long gun registry has helped reduce the murder rates of women by shotguns and rifles.

On March 1, visit canadianlabour.ca and join with thousands of workers across the country to send the first two Members of Parliament who voted for C-391 a message – the gun registry has reduced the number of deaths from shotguns and rifles.

Help us defeat Bill C-391.



UNE ERREUR!



Journée
Internationale
de la femme

Le 8 mars 2010

Abolir le registre des armes d'épaule : une très mauvaise chose.

Une journée de commémoration et un appel à l'action

En cette **Journée internationale de la femme**, le Congrès du travail du Canada demande à tous les travailleurs et travailleuses d'agir pour mettre fin à l'attaque contre les droits à l'égalité des femmes au Canada.

Vers la fin de 2009, la plus récente attaque du gouvernement fédéral contre 30 années de réalisations dans le dossier de l'égalité des femmes a consterné les Canadiennes et les Canadiens partout au pays. Moins d'un mois avant les cérémonies commémoratives marquant la tragédie de 1989 de l'École Polytechnique, le gouvernement conservateur, avec l'aide de certains membres de l'opposition, a réussi à faire un pas de plus vers l'adoption du projet de loi C-391, qui vise à abolir le registre des armes d'épaule. Les résultats du vote évoquent le spectre de la fin de l'héritage vivant à la mémoire des femmes mortes dans cette tragédie.

À partir de 2006, dès leur arrivée au pouvoir, les conservateurs ont freiné intentionnellement et furtivement les lents progrès réalisés par le Canada dans le dossier de l'égalité des femmes. Ils ont commencé par annuler les accords sur les services de garde d'enfants que le gouvernement précédent avait conclus avec les provinces. Le gouvernement fédéral a ensuite profité de son premier budget pour saper Condition féminine Canada et réduire le financement accordé aux organisations de femmes. Avec son budget 2009, il a fait reculer la cause de l'égalité des femmes plusieurs années en arrière et a pratiquement éliminé l'équité salariale des travailleuses de la fonction publique.

La plus récente tactique du gouvernement pour abolir le registre des armes d'épaule est un appel à l'action.

Depuis son établissement, le registre des armes à feu a sauvé des vies. Le taux d'homicides commis à l'aide d'une carabine ou d'un fusil de chasse a diminué de 70 % depuis 1991. Le registre des armes à feu s'est avéré un important outil de lutte contre la violence conjugale dont les femmes sont victimes.

Le Congrès du travail du Canada lance la prochaine phase de sa campagne pour faire rejeter le projet de loi C-391. À compter du 1er mars, et chaque semaine pendant sept semaines, une députée ou un député conservateur et de l'opposition qui ont accordé leur appui au gouvernement sur l'abolition du registre des armes à feu auront des nouvelles de Canadiennes et de Canadiens opposés à la façon dont ils ont voté sur le projet de loi C-391.

Aidez-nous à envoyer des milliers de messages à 14 députés et députées qui ne voient pas l'abolition du registre des armes d'épaule comme une atteinte aux droits des femmes et qui ne croient pas que le registre des armes d'épaule a contribué à réduire le taux de femmes tuées à l'aide d'une carabine ou d'un fusil de chasse.

Le 1^{er} mars, visitez le congresdutravail.ca et joignez-vous aux milliers de travailleurs et de travailleuses de partout au pays qui enverront le message suivant aux deux premiers députés ou députées qui ont voté pour le projet de loi C-391 : « Le registre des armes à feu a réduit le nombre de décès attribuables aux fusils de chasse et aux carabines.

Aidez-nous à faire rejeter le projet de loi C-391.

